

LA REFORME CONSTITUTIONNELLE

Tout en mettant l'accent sur l'éducation, il faut, évidemment, prendre d'autres mesures en faveur d'une plus grande unité nationale. Certaines d'entre elles, d'une importance considérable, sont liées à la réforme constitutionnelle, question qui sera dans les mois à venir largement débattue.

Il ressort de tous les événements dramatiques survenus au Canada ces dernières années que l'époque du dialogue de salon, au goutte à goutte, sur l'unité nationale est révolue. Ce n'est pas seulement à cause de l'élection d'un gouvernement séparatiste au Québec que la situation est soudainement devenue urgente; sous bien des rapports, ce n'est même pas là la raison la plus importante. Cet événement est significatif dans la mesure où il a mis en lumière un problème historique qui n'a jamais désarmé.

On se tromperait donc lourdement si l'on pensait que la défaite du Parti Québécois balayerait le problème.. La tâche de la réconciliation et de la réforme nous attendait avant la victoire du Parti Québécois et elle nous attendra encore après sa disparition.

Ceux qui soutiennent que la défaite des séparatistes doit être laissée aux mains du peuple du Québec ont raison dans la seule mesure où se sont les Québécois qui voteront au référendum et lors de la prochaine élection provinciale. Mais, même si ces scrutins peuvent défaire le séparatisme québécois, en termes de question référendaire, ce ne sont pas eux qui sauveront le Canada. Il existe un danger bien réel: nombre de Canadiens risquent de voir dans l'éviction du gouvernement du Parti Québécois le jugement définitif du séparatisme.

Il reste que tous les Canadiens ont une mise dans le référendum. Ce n'est pas seulement l'avenir du Québec qui est en jeu, mais l'avenir du Canada. Donc, le gouvernement du Canada doit non seulement affirmer sans ambages ce que le pays trouve inacceptable dans les propositions référendaires du Parti Québécois mais aussi dire aux Québécois quelles sont les options fédéralistes et leur montrer comment leurs aspirations légitimes peuvent le mieux se réaliser à l'intérieur du cadre canadien.

Il est donc impensable que le reste du Canada demeure à l'écart d'un débat aussi fondamental. Les Québécois, y compris les fédéralistes, qui considèrent que cette question est de leur seul ressort, peuvent être bien intentionnés mais ils se trompent.